



COMMISSION
EUROPÉENNE

LA HAUTE REPRÉSENTANTE DE
L'UNION EUROPÉENNE POUR
LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET
LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ

Bruxelles, le 8.5.2014
JOIN(2014) 18 final

RAPPORT CONJOINT AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Région administrative spéciale de Hong Kong: rapport annuel 2013

SYNTHESE

Depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine continentale en 1997, l'Union européenne et ses États membres ont suivi de près l'évolution de la situation politique et économique dans la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong dans le cadre du principe «un pays, deux systèmes». Afin de respecter l'engagement pris en 1997 à l'égard du Parlement européen, un rapport annuel est publié sur l'évolution de la situation à Hong Kong. Le présent rapport, portant sur l'année 2013, est le seizième.

L'Union européenne estime que le principe dit «un pays, deux systèmes», inscrit dans la déclaration sino-britannique et dans la loi fondamentale de Hong Kong, a continué de s'appliquer de manière satisfaisante en 2013. Les droits et libertés fondamentaux du peuple de Hong Kong ont continué à être respectés, l'État de droit a été maintenu, et l'économie de marché ainsi que l'environnement des entreprises ont été préservés.

Les relations bilatérales entre l'UE et Hong Kong ont été encore renforcées et ont été marquées par la visite, en novembre, du Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à Hong Kong. L'Union européenne et Hong Kong ont resserré leurs liens économiques et commerciaux et ont poursuivi et étendu le dialogue et la coopération dans de nombreux domaines d'intérêt mutuel, notamment les services financiers, les questions douanières, l'environnement, la recherche, l'éducation et la culture.

L'Union européenne accorde une grande importance à la stabilité, à la prospérité économique et au développement démocratique de Hong Kong. Elle estime qu'un gouvernement responsable contribue à la stabilité et à la prospérité et aide à maintenir la situation de Hong Kong comme centre international d'affaires de premier plan.

L'Union européenne continue de soutenir fermement toute avancée vers l'objectif que poursuivent le gouvernement de Hong Kong et le comité permanent du Congrès national du peuple, à savoir parvenir au suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif en 2017 et du conseil législatif en 2020, conformément à la loi fondamentale de la RAS de Hong Kong et aux souhaits de sa population.

ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE

Dans son premier discours politique en janvier 2013, le chef de l'exécutif Chun-ying Leung a exposé son plan et ses objectifs à long terme pour Hong Kong sous le slogan «chercher le changement, maintenir la stabilité, servir le peuple avec pragmatisme». Il a promis de maintenir les valeurs fondamentales de Hong Kong, d'appliquer le principe dit «un pays, deux systèmes» conformément à la loi fondamentale et de bien gérer les rapports entre Hong Kong et la Chine continentale.

Il a déclaré que Hong Kong, en qualité de RAS de la Chine, a reçu un soutien fort et constant du gouvernement central. Selon lui, Hong Kong, tirant parti des avantages du principe dit «un pays, deux systèmes», a ouvert le vaste marché de la Chine continentale en le considérant

comme son arrière-pays économique et a renforcé son statut de plaque tournante internationale.

Les principales initiatives politiques se sont concentrées sur les aspects suivants: a) la promotion du développement économique, entre autres par le resserrement des liens économiques avec le continent et le développement des services financiers, des services commerciaux et professionnels, du transport maritime international, de l'innovation et des essais de Hong Kong; b) l'accroissement de l'offre de terrains et de logements subventionnés à court et à moyen terme; c) l'introduction de mesures visant à réduire la pauvreté, à améliorer les soins aux personnes âgées, à améliorer la position des femmes et des minorités ethniques et à poursuivre le développement de la politique du travail; d) la garantie de la protection et de la conservation de l'environnement par l'augmentation de la qualité de l'air, la gestion des déchets et la promotion de la construction de bâtiments verts.

En 2012, l'exécutif et le corps législatif entretenaient des rapports tendus. Les législateurs ont bloqué ou ralenti plusieurs initiatives. L'exécutif et le pouvoir législatif ne sont pas parvenus à un accord final sur des questions d'intérêt vital pour Hong Kong, comme la gestion des déchets solides, en particulier les décharges. En 2012, plusieurs législateurs du conseil législatif ont recouru à des manœuvres d'obstruction pour atteindre leurs objectifs, en particulier lors du débat sur le budget 2013, au cours duquel certains ont proposé plus de 700 amendements au projet de loi de finances 2013.

Le président du conseil législatif, Jasper Tsang, estime que les mauvais rapports entre l'exécutif et le pouvoir législatif ont une raison structurelle, signalant que le système de gouvernance actuel ne donne pas de soutien majoritaire fort et fiable à l'exécutif face au conseil. Il a également signalé que les branches législative et exécutive devaient respecter et tenir compte des avis du public. Le choix du système électoral pour le chef de l'exécutif et le conseil législatif devrait rendre la gouvernance de Hong Kong plus efficace.

Hong Kong a réitéré son engagement en faveur de l'intégrité, et la Commission indépendante contre la corruption (ICAC) collabore avec la communauté dans le cadre de la lutte contre la corruption, par l'application efficace de la loi, par l'éducation et par la prévention. En 2013, l'ICAC a reçu 2 652 plaintes pour corruption, soit 33 % de moins qu'en 2012 (3 932 plaintes), avec une baisse de 41 % du nombre de plaintes susceptibles de donner lieu à des poursuites. Il est difficile de déterminer les raisons exactes de cette baisse. Le président du comité consultatif sur la corruption a suggéré qu'une plus grande sensibilisation du public à la prévention de la corruption, suite aux efforts accrus déployés par l'ICAC dans le domaine de l'éducation préventive, pourrait l'expliquer en partie. La chute de la confiance du public dans l'ICAC, à la suite de la récente controverse concernant les dépenses inutiles de l'ancien commissaire de l'ICAC dans des divertissements officiels, peut avoir été un autre facteur. Un comité d'examen indépendant sur les systèmes et procédures réglementaires de l'ICAC en matière de traitement des divertissements officiels, des cadeaux protocolaires et des visites officielles, mis en place par le chef de l'exécutif et le comité des comptes publics du conseil

législatif ont traité cette question. L'ICAC a déclaré qu'elle appliquerait toutes les recommandations des deux comités.

Le débat sur l'introduction du suffrage universel pour l'élection du chef de l'exécutif de 2017 a dominé les discussions politiques en 2013. Des groupes universitaires, la société civile, des organisations professionnelles et des partis politiques ont lancé plusieurs initiatives dans ce domaine, visant pour la plupart à rendre le futur système de nomination des candidats plus démocratique. Une initiative, *Occupy Central*, a lancé une campagne en faveur d'un système électoral démocratique, annonçant qu'elle occuperait le quartier central des affaires de Hong Kong si la proposition de réforme du gouvernement de la RAS de Hong Kong ne répondait pas complètement aux normes internationales.

Des membres du gouvernement de la RAS de Hong Kong et le directeur de l'office de liaison du gouvernement central à Hong Kong ont pris part au débat public sur la réforme électorale. Le directeur de l'office de liaison a mis l'accent sur la base juridique de la réforme dans la loi fondamentale et sur les décisions du comité permanent du Congrès national du peuple concernant les méthodes de sélection du chef de l'exécutif et de constitution du conseil législatif. Il a également déclaré que le gouvernement central prévoyait que le futur système électoral garantisse que seuls des candidats qui «aiment le pays et aiment Hong Kong» soient choisis et nommés.

Le 17 octobre 2013, le chef de l'exécutif a annoncé la mise en place d'un groupe de travail sur le développement constitutionnel, dirigé par le premier secrétaire à l'administration, le secrétaire à la justice et le secrétaire aux affaires constitutionnelles et continentales. Le 4 décembre, le gouvernement de la RAS de Hong Kong a lancé une consultation publique sur la réforme électorale pour l'élection du chef de l'exécutif de 2017 et celle du conseil législatif de 2016. Le document de consultation¹ invitait le public à envoyer son avis au bureau des affaires constitutionnelles et continentales avant le 3 mai 2014.

Le lancement de la consultation publique a renforcé la structure et l'orientation du débat sur la réforme électorale. Les avis divergeaient grandement, en particulier concernant la procédure de nomination des candidats. Les positions du gouvernement de la RAS de Hong Kong et du gouvernement central d'une part, et des partis et sympathisants favorables à une démocratie multipartite de l'autre, continuaient à s'exclure mutuellement à ce sujet. En 2015, il faudra parvenir à un compromis sur ce point essentiel, et sur d'autres questions importantes, pour garantir que la réforme électorale puisse être achevée à temps pour l'élection du conseil législatif de 2016 et celle du chef de l'exécutif de 2017, essentielle pour la gouvernance efficace de Hong Kong.

¹ «*Consultation Document on the Methods for Selecting the Chief Executive in 2017 and for Forming the Legislative Council in 2016*». Ce document concerne la constitution du conseil législatif en 2016, pas en 2020.

Le maintien de normes élevées à Hong Kong concernant l'État de droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire ont continué à faire l'objet du débat public. Lors de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire 2013, le président de la Haute Cour d'appel, l'honorable Geoffrey Ma Tao-li, a insisté sur la nécessité de l'intégrité de la loi ainsi que sur l'importance du rôle constitutionnel des juges et de la transparence des procédures judiciaires. Le président Ma s'est déclaré très confiant quant au maintien de l'indépendance du pouvoir judiciaire à Hong Kong.

Deux arrêts de la Haute Cour d'appel en 2013 confirment l'avis du président selon lequel des normes élevées d'État de droit à Hong Kong restent d'application. Le premier arrêt a confirmé le droit des transsexuels ayant terminé leur chirurgie de réattribution sexuelle de se marier et a déclaré que l'obstacle juridique existant à ce mariage était inconstitutionnel. Le deuxième a prononcé l'inconstitutionnalité de la politique du gouvernement visant à limiter le système général de sécurité sociale aux personnes qui vivent à Hong Kong depuis sept ans au moins. Certaines dispositions légales, comme celle concernant l'aide juridique aux personnes à faibles revenus, pourraient être améliorées.

Les sociétés européennes basées à Hong Kong ont continué à citer l'État de droit et la qualité élevée du système judiciaire comme l'une des principales raisons d'y établir leur siège en Asie ou en Chine. Vu les références de Hong Kong sur le plan de l'État de droit, le secrétaire à la justice, M. Rimsky Yuen, a continué à promouvoir la RAS en tant que plaque tournante pour les services juridiques et d'arbitrage à l'échelle internationale. La Commission d'arbitrage maritime de Chine a annoncé l'installation d'un bureau local à Hong Kong, et des dispositions sont en train d'être prises pour faciliter la tenue d'arbitrages à Hong Kong par la Cour permanente d'arbitrage, qui a son siège social à La Haye.

Pour mieux répondre aux besoins changeants de la société, le secrétaire à la justice, en sa qualité de président de la commission sur la réforme juridique, a également entrepris d'examiner la faisabilité d'une réforme juridique dans le domaine de la loi sur les archives, de l'accès à l'information et du financement de tiers pour l'arbitrage.

En 2013, les résidents de Hong Kong ont continué à exercer leurs droits à la liberté d'expression et d'association, ainsi que l'illustrent les marches annuelles du 4 juin et du 1^{er} juillet et deux autres grandes manifestations politiques. Le président de la commission de l'égalité des chances a pris la parole lors de la parade annuelle de la Gay Pride, et il y a eu tout au long de l'année de nombreuses autres manifestations de moindre importance sur des questions politiques ou socio-économiques, concernant Hong Kong et la Chine continentale. La grande majorité des manifestations était pacifique et en règle générale, la police a réagi de manière proportionnée.

Les médias, y compris les médias numériques, ont conservé leur liberté et continué à exprimer une multitude de points de vue. Néanmoins, comme l'a signalé le rapport annuel de l'Association des journalistes de Hong Kong, il existe un sentiment croissant selon lequel les médias, tant imprimés que numériques, se sont autocensurés, surtout dans la couverture

d'affaires concernant la Chine continentale. Sur la base des tendances de 2013, Reporters sans frontières place Hong Kong à la 61^e place de son classement mondial 2014 de la liberté de la presse, soit une perte de trois places par rapport à l'année précédente, citant l'autocensure et une influence croissante de l'office de liaison du gouvernement central. La liberté de la presse restera déterminante pour que le principe dit «un pays, deux systèmes» continue de fonctionner et pour le maintien de la réputation de Hong Kong comme territoire où l'environnement des entreprises bénéficie de la libre circulation de l'information. Les déclarations du chef de l'exécutif en faveur de la liberté de la presse étaient donc particulièrement bienvenues.

Les rapports entre Hong Kong et la Chine continentale ont fait l'objet d'un important débat public et ont attiré l'attention des médias. La croissance rapide des échanges économiques et des liens entre les peuples, notamment le tourisme, a parfois été à l'origine d'une inquiétude sociale à Hong Kong et posé des problèmes politiques aux autorités. Ceux-ci concernaient notamment la demande accrue de logements et de places dans des écoles primaires et secondaires de la part des ressortissants de Chine continentale (en particulier à proximité de la frontière séparant Hong Kong de la Chine continentale), les emplois pour la main-d'œuvre en provenance de Chine continentale, la pression accrue sur les transports publics due à la croissance rapide du nombre de touristes de Chine continentale (de 35 millions en 2012 à 41 millions en 2013²) et la hausse de la demande de certains produits de consommation, notamment le lait en poudre pour bébés, qui génère parfois une pénurie à Hong Kong.

Le gouvernement a introduit plusieurs mesures visant à préserver les intérêts des résidents de Hong Kong et à stabiliser le marché face aux pénuries et à la flambée des prix. Toutefois, ces mesures n'ont pas freiné la montée de la manifestation d'une certaine hostilité à l'égard des ressortissants de Chine continentale dans les médias (y compris les médias sociaux) ni empêché l'apparition de quelques groupes radicaux opposés à la Chine continentale.

ÉVOLUTION ECONOMIQUE

Hong Kong reste l'une des places financières les plus importantes au niveau mondial et une plateforme commerciale majeure en Asie. Les quatre principales industries à Hong Kong (services financiers, services commerciaux et de logistique, tourisme et services professionnels et aux producteurs) ont été le moteur de la croissance économique de Hong Kong, donnant une impulsion à la croissance dans d'autres secteurs et créant des emplois. Profitant du boom économique chinois, la ville joue un rôle important dans les échanges et les investissements avec la Chine continentale. Hong Kong a pu prospérer grâce à ses valeurs fondamentales - l'État de droit, la libre circulation de l'information, la transparence et sa position contre la corruption.

² Source: Office du tourisme de Hong Kong.

En 2013, Hong Kong a obtenu de bons résultats économiques et a continué à être en bonne place de nombreuses études mondiales évaluant la liberté et la compétitivité économiques³. En dépit de sa réussite économique, Hong Kong est également confrontée à de nouveaux défis en matière de compétitivité qui découlent de la libéralisation économique de la Chine et de la progression d'autres centres économiques dans la région. Son économie a enregistré une croissance constante de 2,9 % en termes réels en 2013. La demande nationale a été le principal moteur de croissance, tandis que les résultats du secteur extérieur sont restés modestes du fait de la mauvaise conjoncture mondiale. Le niveau d'emploi a été bon, le taux de chômage s'est maintenu à environ 3,3 % la majeure partie de l'année. Les prix à la consommation ont augmenté de 4,3 %⁴.

Épaulée par la Chine continentale, Hong Kong est restée le plus vaste marché offshore du renminbi ou yuan (CNY), détenant le plus grand pool de dépôts en CNY en dehors de la Chine continentale, à savoir plus de 1 000 milliards de CNY⁵ à la fin 2013. Elle a conservé son avantage concurrentiel sur d'autres centres financiers en termes de liquidités et d'infrastructures de marché, avec un large éventail de produits d'investissement en CNY. La «fixation du taux interbancaire en CNY de Hong Kong (fixation de l'HIBOR en CNY)» a été officiellement lancée le 24 juin 2013, établissant des taux de référence pour les prêts à l'étranger et facilitant la création d'un plus grand nombre d'options de couverture. On considère que la reconnaissance mutuelle de produits d'investissement entre la Chine continentale et Hong Kong sera la prochaine étape pour que Hong Kong devienne la plaque tournante de la gestion des fonds en Asie. Les régulateurs de Chine continentale et de Hong Kong ont élaboré des plans pour le prochain lancement du système qui permettrait aux gestionnaires internationaux de vendre des produits d'investissement en Chine continentale et de permettre la vente de produits du continent à Hong Kong.

Dans le même temps, la Chine a augmenté le rythme de l'internationalisation du renminbi, et Londres, Paris, Francfort, Singapour et Taipei peuvent à présent tous se développer comme plaques tournantes pour les affaires en CNY à l'étranger. Hong Kong a rapidement conclu des alliances avec d'autres marchés étrangers. En décembre 2013, les Bourses de Hong Kong et de Singapour ont signé un pacte de coopération concernant l'élaboration de produits d'investissement libellés en CNY. Néanmoins, la concurrence extérieure devrait augmenter à mesure qu'apparaissent de nouveaux acteurs de marché.

Les réformes économiques chinoises ont été sources d'opportunités et de défis pour Hong Kong. Le plan de Beijing visant à créer une zone pilote de libre-échange à Shanghai a

³ Hong Kong arrive en deuxième place en termes de facilité de faire des affaires, derrière Singapour, dans le rapport *Doing Business 2014* du groupe de la Banque mondiale. Selon le rapport 2013 de la CNUCED sur les investissements dans le monde, Hong Kong est le troisième bénéficiaire d'IED du monde (75 milliards d'USD) et la troisième source d'IED en Asie (84 milliards d'USD) en 2012.

⁴ Tous les indicateurs économiques relatifs à l'économie de Hong Kong sont des statistiques officielles publiées par le département du recensement et des statistiques de Hong Kong.

⁵ Selon l'Autorité monétaire de Hong Kong, les dépôts et certificats de dépôts en cours en CNY s'élevaient au total à 1 053 milliards de CNY à la fin 2013, comparés à 720 milliards de CNY en 2012.

suscité de vives réactions à Hong Kong. Les médias et les entreprises ont beaucoup spéculé sur les mesures politiques nécessaires pour que la nouvelle zone de Shanghai soit à l'origine d'une plus grande convertibilité du CNY et de taux d'intérêt plus libres orientés sur les marchés. Certains craignent que la libéralisation dans ces domaines menace la position de Hong Kong en tant que centre financier de premier plan en Asie. Le monde des affaires estime que Hong Kong a besoin de renforcer son avantage afin de rester compétitive.

L'élargissement du champ des services couverts par l'accord de libre-échange qui les unit a renforcé les liens économiques entre Hong Kong et la Chine continentale. Le 29 août 2013, Hong Kong et la Chine ont signé le supplément X à l'accord instaurant un partenariat économique renforcé (CEPA). Les deux parties ont publiquement déclaré que le champ et la portée de la libéralisation au titre du CEPA va au-delà de tout accord de libre-échange que la Chine continentale a conclu avec d'autres partenaires. Le CEPA couvre à présent au total 403 mesures de libéralisation des échanges de services. Le gouvernement central s'est engagé à libéraliser les échanges de services entre la Chine continentale et Hong Kong via le CEPA avant la fin 2015, à savoir avant la fin du 12^e plan quinquennal. Le gouvernement provincial de Guangdong a présenté sa proposition de regrouper Guangdong, Hong Kong et Macao dans une zone de libre-échange, en vue d'une libéralisation des échanges de services entre la province de Guangdong et Hong Kong avant la fin 2014.

Les gouvernements de Hong Kong et de Guangdong ont tous deux investi dans de grands projets d'infrastructure, créant de nouvelles liaisons de transport entre Hong Kong et le delta de la rivière des Perles. La construction de la liaison ferroviaire express Guangzhou-Shenzhen-Hong Kong et du pont Hong Kong-Zhuhai-Macao, commencée en 2010, a progressé.

En réponse aux appels lancés par la communauté locale des affaires, Hong Kong a participé plus activement à des initiatives régionales et plurilatérales visant à maintenir sa compétitivité comme plaque tournante régionale pour les échanges/services. Hong Kong prévoyait à l'origine de rejoindre l'accord de libre-échange Chine-ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) mais a finalement accepté la proposition de l'ANASE de négocier un accord bilatéral. En mai 2013, Hong Kong a annoncé sa participation aux négociations de l'accord sur le commerce de services associant 23 membres de l'Organisation mondiale du commerce. En plus du CEPA, Hong Kong a conclu des accords de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande, l'association européenne de libre-échange et le Chili.

Au niveau national, l'une des principales priorités du gouvernement en 2013 a été de s'attaquer à la surchauffe du marché immobilier. Une série de mesures ont été déployées pour freiner la demande, notamment par des droits de timbre considérables sur les transactions immobilières et par le durcissement des règles relatives à l'octroi de prêts hypothécaires. Le gouvernement a également aboli un système de liste de demandes vieux de 14 ans et a repris la direction de la vente de sites appartenant à l'État dans le cadre du programme annuel de

ventes de terrains par un système de vente lancé par le gouvernement. Le prix des maisons s'est considérablement stabilisé et le volume des ventes a baissé de 37,7 %⁶ en 2013. Confronté au risque de bulle spéculative dans un environnement où les taux d'intérêt sont extrêmement faibles, le gouvernement a réitéré à maintes reprises sa détermination à maintenir ces mesures fiscales strictes, malgré la pression du secteur immobilier. Le chef de l'exécutif Leung s'est également engagé à augmenter l'offre de logements pour s'attaquer à la flambée des prix qui a rendu l'accès à la propriété prohibitif pour le commun des mortels et qui a alimenté le mécontentement social. Le gouvernement a annoncé une stratégie de logement fondée sur l'offre dont l'objectif est la création de 470 000 nouveaux logements au cours de la prochaine décennie, dont 60 % de logements sociaux.

Le gouvernement a redoublé d'efforts pour s'attaquer à l'écart croissant en matière de revenus et de richesses. La publication, pour la première fois, d'un seuil officiel de pauvreté pour Hong Kong en septembre 2013, qui a été fixé à la moitié du revenu mensuel médian des ménages, a été un événement majeur. L'analyse de la situation en 2012 a révélé qu'avant l'intervention, 1 312 000 personnes (541 000 ménages) vivaient sous le seuil de pauvreté, soit un taux de 19,6 %, et qu'après, elles étaient environ un million de personnes, soit un taux de 15,2 %. La publication du seuil de pauvreté a suscité des attentes quant à l'instauration par le gouvernement de mesures plus efficaces de lutte contre la pauvreté.

En octobre 2013, le gouvernement a lancé une consultation de quatre mois concernant la politique démographique de Hong Kong, en vue de créer un consensus et de formuler des mesures politiques durables. La main-d'œuvre devrait commencer à baisser à partir de 2018. Réduire la pauvreté et aider la population vieillissante seront deux défis fiscaux importants à long terme. Le gouvernement devra gérer un agenda politique complexe et controversé au cours des prochaines années, notamment des questions telles que l'augmentation de la productivité, la nécessité d'attirer des talents, l'importation de main-d'œuvre, l'assimilation des nouveaux immigrants, la protection sociale, les soins aux personnes âgées, la viabilité budgétaire et la gestion de la croissance économique, tout en maintenant une société harmonieuse et équilibrée.

La communauté des affaires de Hong Kong s'est beaucoup exprimée sur le problème de pénurie de main-d'œuvre, demandant l'assouplissement du régime d'importation de main-d'œuvre. La Chambre générale de commerce de Hong Kong a affirmé qu'il restait jusqu'à 110 000 postes à pourvoir (en juillet 2013), ce qui est proche du pic historique de 122 000 en 1989. La construction, le commerce de détail, la restauration et les services de soins de santé ont en permanence connu des pénuries de main-d'œuvre. Cela pourra donner lieu à l'avenir à des débats animés entre les syndicats, les législateurs et les chefs d'entreprise. Dans un contexte de conditions favorables de marché du travail, les salaires ont connu une forte augmentation en 2013. Les travailleurs peu qualifiés ont également vu leur salaire augmenter

⁶ Le nombre d'accords pour l'achat de propriétés résidentielles est passé de 81 333 en 2012 à 50 676 en 2013, selon le gouvernement de la RAS de Hong Kong.

fortement, reflétant les conditions généralement strictes du marché du travail. Le salaire minimum légal est passé de 28 HKD à 30 HKD en mai 2013.

Le gouvernement a mis en place deux grands plans de politique environnementale en 2013: «*A clean air plan for Hong Kong*» (Un plan sur l'air pur pour Hong Kong) et «*Sustainable use of resources 2013-22*» (Utilisation durable des ressources 2013-22). Il a également remplacé son indice de la pollution de l'air par un nouvel indice de la qualité de l'air fondé sur des critères sanitaires, offrant à la population de Hong Kong des informations sur les risques sanitaires à court terme sur base de relevés en temps réel des niveaux de pollution atmosphérique. Le plan d'action sur les ressources, qui vise à réduire les déchets solides de 40 % en dix ans, englobe un éventuel programme de tarification des déchets, augmente la capacité des décharges existantes, prévoit la construction d'un nouvel incinérateur et encourage le développement du recyclage et la réduction de la production de déchets à la source. Le public est de plus en plus intéressé et préoccupé par les questions environnementales. La mise en œuvre de ces plans gouvernementaux nécessiterait un engagement politique fort, la participation du public, le soutien de la communauté dans son ensemble et une coopération transfrontalière au sein du delta de la rivière des Perles, en particulier pour les initiatives liées à l'air pur.

RELATIONS ET COOPERATION ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET HONG KONG

En 2013, les relations bilatérales et la coopération entre l'Union européenne et Hong Kong ont été encore étendues et renforcées. Hong Kong demeure un acteur de premier plan dans la région ainsi qu'un intermédiaire incontournable pour les flux d'échanges bilatéraux et d'investissements entre l'UE et la Chine continentale.

En 2012, l'Union européenne est restée le deuxième partenaire commercial de Hong Kong, après la Chine continentale⁷. Les échanges bilatéraux de marchandises entre l'UE et Hong Kong ont enregistré une croissance de 3,9 % pour atteindre 46 milliards d'EUR en 2013, l'UE jouissant d'un excédent commercial croissant⁸.

L'Union européenne est la principale zone de provenance des entreprises étrangères à Hong Kong, avec un total de 1 921 entreprises, composés de 452 sièges régionaux, 725 bureaux régionaux et 744 bureaux locaux (en juin 2013)⁹. Les entreprises de l'UE opèrent dans un large éventail de secteurs, essentiellement les services financiers et les services aux entreprises, le commerce, la logistique, la construction et le commerce de détail. Les entreprises de l'UE sont des acteurs essentiels des secteurs bancaire, des assurances et des valeurs mobilières de Hong Kong. Abritant l'un des milieux d'affaires européens les plus importants d'Asie, Hong Kong continue d'attirer un grand nombre de citoyens européens qui viennent y vivre et y travailler.

⁷ Le classement se base sur les statistiques commerciales publiées par le bureau du recensement et des statistiques de Hong Kong.

⁸ Source: Eurostat: base de données Comext.

⁹ Source: Bureau du recensement et des statistiques de Hong Kong.

Les liens entre l'UE et Hong Kong en termes d'investissements se sont resserrés au cours des dernières années. Les sorties d'investissements étrangers directs (IDE) européens vers Hong Kong ont quadruplé et sont passées de 3,7 milliards d'EUR en 2009 à 15 milliards d'EUR en 2012¹⁰, reflétant l'intérêt commercial soutenu que porte l'UE à Hong Kong en tant que plaque tournante d'investissements. Les entrées en UE d'IDE provenant de Hong Kong ont atteint en moyenne à 5,3 milliards d'EUR par an au cours de la même période. Les stocks d'IDE détenus par l'UE à Hong Kong sont passés de 90 milliards d'EUR en 2009 à 133 milliards d'EUR en 2012. Réciproquement, les stocks d'IDE détenus par Hong Kong dans l'UE ont pratiquement doublé, passant de 27,5 milliards d'EUR à 50 milliards d'EUR au cours de la même période.

La communauté européenne des affaires apprécie Hong Kong pour son respect de l'État de droit, ses normes de transparence élevées, sa liberté de l'information et des médias, son accès préférentiel au marché de la Chine continentale et son offre de fournisseurs de services de grande qualité. L'Union européenne considère ces facteurs essentiels à la poursuite de la prospérité de Hong Kong et au maintien de sa force en tant que centre régional et international des affaires.

La 7^e réunion du dialogue structuré entre l'Union européenne et le gouvernement de la RAS de Hong Kong a eu lieu à Hong Kong le 14 novembre 2013. Le dialogue structuré est une plateforme bien établie qui permet à l'UE et à Hong Kong de traiter des questions d'intérêt commun et de définir les domaines de coopération future. Lors de la réunion de 2013, les deux parties ont convenu de renforcer leur coopération et leurs échanges dans le domaine de l'éducation, de l'innovation, de l'environnement et du droit de la concurrence. L'Union européenne a apprécié les efforts déployés par Hong Kong pour actualiser ses règlements en matière de services financiers ainsi que son engagement actif dans les activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. L'Union européenne a exprimé le souhait d'entamer des discussions techniques avec Hong Kong concernant l'échange automatique d'informations fiscales qui tiennent compte des événements internationaux dans le domaine de la coopération entre les autorités fiscales, et de voir des progrès rapides dans l'actualisation des accords relatifs aux services aériens entre les États membres de l'UE et Hong Kong de sorte que lesdits accords bilatéraux satisfassent la clause de désignation de l'UE. L'Union européenne a également exprimé le souhait d'intensifier le dialogue réglementaire dans le domaine des fonds d'investissement.

Les institutions de l'Union européenne ont effectué plusieurs visites de haut niveau à la RAS de Hong Kong en 2013. La visite la plus importante a été celle du Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, en novembre, au cours de laquelle il a rencontré le chef de l'exécutif de Hong Kong et le président du conseil législatif. Le Président Barroso a pris la parole lors d'un événement marquant le 20^e anniversaire du bureau de l'Union européenne à Hong Kong et Macao, insistant sur les liens de longue date qui unissent l'UE et Hong Kong

¹⁰ Données sur les IDE fournies par Eurostat le 16 décembre 2013.

ainsi que sur l'engagement ferme de l'UE à poursuivre le développement de cette relation. Une autre visite importante a été celle du président de l'Autorité bancaire européenne, Andrea Enria, en mars. Des visites régulières de hauts fonctionnaires ont garanti les échanges dans des domaines d'intérêt commun, notamment les relations extérieures de l'Union européenne, la régulation des services financiers, les questions macroéconomiques, le commerce et l'investissement, la sécurité alimentaire et des produits, l'environnement et la concurrence. Le Parlement européen a également envoyé quatre délégations à Hong Kong, qui ont contribué à améliorer les relations bilatérales et la coopération avec le conseil législatif.

La chambre de commerce européenne, qui a réalisé plusieurs activités en vue de faciliter le dialogue avec le gouvernement et a amélioré l'image des affaires et des industries européennes en 2013, est le principal représentant des affaires européennes à Hong Kong. Certaines de ces activités ont été réalisées en partenariat avec le programme d'enseignement supérieur européen de Hong Kong qui est entré en activité le 1^{er} septembre 2012. Il s'agit d'un consortium comprenant l'université baptiste de Hong Kong, l'université chinoise de Hong Kong, l'université de Hong Kong et l'université de Lingnan. L'objectif de ce programme est de promouvoir la recherche universitaire, d'élaborer des activités de proximité permettant d'améliorer la visibilité de l'UE et de renforcer la coopération universitaire avec les établissements d'enseignement supérieur de l'UE.

Afin de renforcer encore les liens avec Hong Kong, les missions diplomatiques de l'UE et de ses États membres sur le territoire ont redoublé d'efforts sur le plan de la diplomatie publique, dans le but d'augmenter la visibilité de l'UE à Hong Kong et d'améliorer la connaissance et l'information relatives aux politiques de l'UE, telles que les politiques en matière de commerce et de réglementation, l'énergie et le changement climatique, la régulation des services financiers, les questions douanières, les politiques en matière d'égalité des sexes, le dialogue interculturel, l'enseignement supérieur et le rôle de l'UE dans le monde. Un instrument essentiel pour ce faire a été la série fructueuse de réunions entre les chefs de mission de l'UE, les hauts représentants du gouvernement de Hong Kong et du conseil législatif et d'autres personnalités importantes.

Les missions diplomatiques de l'UE ont également collaboré étroitement pour renforcer les contacts entre les peuples et promouvoir les échanges universitaires, en organisant des activités conjointes telles que le salon de l'enseignement supérieur de l'UE, le festival du film de l'UE et l'initiative «Modèle UE».

L'Union européenne continuera à veiller à un développement optimal de ses relations avec la RAS de Hong Kong, à resserrer les liens économiques et commerciaux et en matière d'investissements, à renforcer la coopération avec les entreprises et la société civile et à promouvoir la mobilité et les échanges avec la population de Hong Kong. Les principales priorités pour 2014 sont notamment la réglementation des services financiers et la fiscalité, les questions douanières, l'application des droits de propriété intellectuelle et le renforcement des liens en matière d'éducation, de recherche, de commerce et d'investissements.